

Argentine: assez de tragédies comme celle de Romina Tejerina

11-06-2007

Le 5 juin dernier, des femmes de différentes organisations se sont mobilisées à la Cour Suprême de Justice de la Nation pour demander la libération de Romina Tejerina et "pour qu'il n'y ait plus de Rominas", en claire référence aux jeunes qui souffrent la même situation, comme le cas de N., mineure enceinte après un viol et qui malgré le fait que la loi l'autorise à avorter, a seulement reçu des réponses négatives de la part de l'Hôpital Paterson, de San Pedro, province de Jujuy.

"À deux ans du jugement-farce qui a condamnée Romina à 14 ans de prison, nous nous mobilisons à la Cour Suprême de Justice de la Nation où se trouve aujourd'hui le dossier et la possibilité de révision cette condamnation. Le fureur de la Justice et du gouvernement contre Romina a déjà plus de 4 ans. 4 ans de châtement, de souffrance et de douleur.

Romina avec son corps et avec sa vie est l'expression de milliers de femmes qui souffrent quotidiennement dans notre pays des abus, des mauvais traitements, des discriminations, la mort. La lutte pour sa libération a aidé à rendre publiques ces histoires d'abus, a mis debout des milliers de femmes face à l'impunité, a aidé des mouvements de défense des droits des femmes à s'unir et à organiser.

Un exemple de cela est aujourd'hui le cas de N. à San Pedro (ville où la tragédie de Romina a eu lieu), qui a été sauvagement violée, internée plusieurs jours à l'Hôpital Paterson, le même qui a logé Romina le jour de la tragédie. A N. personne ne l'a informée sur la "pilule du lendemain" malgré le fait qu'il était clair pour tout le monde qu'elle était internée pour avoir été violée. N. a fait la dénonciation il y a déjà plusieurs mois, et personne ne l'a appelée à déclarer et rien n'a été fait pour rechercher le violeur.

Maintenant N. est enceinte, produit de ce viol. Le mouvement de femmes de San Pedro a exigé à l'Hôpital la réalisation immédiate de l'avortement autorisé par la loi devant cette situation. Il a seulement récolté des refus, des faux-fuyants, et des tentatives de tout dilater. Il est à nouveau clair qui sont les responsables de l'existence de Rominas : ceux qui naturalisent la violence et l'abus contre les femmes, (gouvernement, hôpitaux, justice, un secteur de l'église), et ceux qui nous organisons pour "qu'il n'ait plus de rominas" comme le vaillant mouvement de femmes de San Pedro à Jujuy".

Commission pour la libération de Romina Tejerina. Fotos: Gisela Volá (Cooperativa Sub), anred.org. Traduction: <http://amerikenlutte.free.fr>